

L'OTR publie les chiffres-bilan de l'exercice 2014

457,9 MILLIARDS DE F. CFA DE RECETTES MOBILISEES, SOIT 110% DES PREVISIONS P. 4



TOGOREVELL

TR 181 du 30 Mars 2015



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Report de la Présidentielle au 25 Avril et Prise en charge des délégués

LE GOUVERNEMENT OPTE POUR PLUS DE TRANSPARENCE P 2

LES CANDIDATS DE L'OPPOSITION GAGNENT DU TEMPS ET DE L'ARGENT

Mobilisation de la Jeunesse pour le développement du Togo

« LES RENCONTRES SOLIDAIRES » CONNAISSENT UN PREMIER SUCCES AU GRAND REX P 5

Un centre d'alphabétisation et d'éducation continue ouvert au Grand Marché de Cacavéli P 6

Electrification, appui aux jeunes artisans, suivi de projet ...

LE CHEF DE L'ETAT ETAIT EN FIN DE SEMAINE DERNIERE AU PRES DES POPULATIONS A LA BASE P 3



Repositionnement du Togo dans le commerce international

LA PHASE EXPORT MARITIME DU GUICHET UNIQUE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR LANCEE P 4

Comprendre le processus électoral pour mieux le restituer

LE CONAPP A FORME UNE CINQUANTAINE DE PATRONS DE PRESSE A KPALIME



Vue partielle des participants

Les 27 et 28 mars dernier, une cinquantaine de Patrons de presse issus des télévisions, radios, de la presse écrite et en ligne des cinq régions du Togo ont bénéficié d'une formation sur le cadre institutionnel, législatif et réglementaire de la présidentielle désormais prévue au 25 avril prochain. Placé sous le thème «Comprendre le processus électoral pour mieux le restituer», cette formation organisée par le Conseil National des Patrons de presse (CONAPP) est destinée à renforcer les capacités de ses membres en leur fournissant les outils nécessaires pour un meilleur accompagnement du processus électoral. Les différentes communications délivrées aux participants ont eu le mérite de former les patrons de presse sur le cadre institutionnel, législatif et réglementaire de la prochaine présidentielle. Un processus bien compris, selon les initiateurs étant forcément gage d'apaisement et de transparence. Plusieurs personnes ressources venues des milieux universitaires et membres des institutions comme la HAAC et des pays comme le Sénégal, ont assuré des communications qui ont débouché sur des échanges constructifs. Les dispositions générales encadrant le scrutin, la composition et les compétences des juges de la Cour Constitutionnelle, le fonctionnement de la CENI, la contribution de la HAAC au respect

des règles d'équilibre, d'éthique et de déontologie en période électorale ont fait l'objet de discussions avant le partage de l'expérience sénégalaise. Cette dernière communication a été assurée par M. Madialba DIAGNE, Président du Patronat des Editeurs de la Presse Sénégalaise et a permis aux différents participants de mieux s'instruire sur l'expérience sénégalaise dans la couverture des élections et le rôle de la presse pour un scrutin apaisé. Le constat a été fait que contrairement à la presse sénégalaise, les médias togolais ne sont pas autorisés à publier les résultats des élections ou les tendances. Cette interdiction s'explique par le manque de moyens qui ne permet pas aux médias togolais d'assurer une parfaite couverture dans au moins 80% des bureaux de vote, exigence faite par la HAAC pour autoriser la publication des tendances au fur et à mesure qu'elles sont données par la CENI. Cette formation s'est achevée par un débat général qui a porté notamment sur la nécessité d'augmenter l'aide de l'Etat à la presse et sur l'instauration d'une aide spéciale de l'Etat aux médias en période électorale. Cette aide devrait permettre aux médias et aux journalistes engagés dans le processus électoral d'œuvrer avec professionnalisme pour un processus électoral transparent et paisible.

Germain POULI

Report de la Présidentielle au 25 Avril et Prise en charge des délégués

LE GOUVERNEMENT OPTÉ POUR PLUS DE TRANSPARENCE LES CANDIDATS DE L'OPPOSITION GAGNENT DU TEMPS ET DE L'ARGENT



En conseil des ministres vendredi dernier, la décision a été prise de reporter de dix jours la date de la présidentielle initialement prévue au 15 avril prochain, entérinant ainsi la proposition faite par la CEDEAO par le biais du Président en exercice de l'organisation, le ghanéen John Mahama Dramani. Ces dix jours qui permettront entre autre de régler pour de bon la question du fichier électoral que plusieurs candidats et personnalités de l'opposition soupçonnent de ne pas être assez crédible pour servir de base au processus électoral en cours. Des cas de doublons ont été évoqués dans une propension qui dépasse parfois l'entendement. Alors que des acteurs en compétition parlent de 60 à 250 milles doublons, d'autres plus irréalistes, comme Alberto Olympio vont jusqu'à annoncer des doublons approchant le million d'électeurs.

Pour couper court aux supputations tendant à discréditer le processus électoral, le gouvernement togolais a décidé, non seulement, d'accepter entièrement la proposition faite dans ce sens par la communauté sous régionale à laquelle il appartient, mais également de solliciter l'assistance des experts de l'Organisation Internationale de la Francophonie. En collaboration avec la CENI et des experts désignés par les différents candidats, ces experts impartiaux travailleront à crédibiliser ce fichier.

Ainsi donc, un temps suffisant est donc consacré au règlement définitif de cette question que plusieurs observateurs décrivent ironiquement comme une tempête dans un verre d'eau. Ce report demandé par plus d'un candidat de l'opposition rencontré lors de son séjour par la Président ghanéen, n'a pas pour seul objectif l'opération l'assainissement du fichier électoral dont annonce déjà la fin pour ce lundi 30 mars.

Troublantes impréparations et grandes difficultés financières constatées chez plusieurs candidats de l'opposition

Ce report, loin d'être totalement dévolu au fichier électoral, est plutôt une rallonge faite aux candidats de l'opposition qui se retrouvaient, deux semaines avant la tenue de l'élection, confrontés à de réelles difficultés sur le terrain. Ces difficultés d'ordre organisationnelles et financières, sont citées officiellement comme étant à l'origine de cette demande de report du scrutin.

Malgré les 600 millions mis à la disposition de tous les candidats par le gouvernement et malgré les tournées annoncées ou réellement faites par plusieurs candidats de l'opposition à travers le pays, il apparaît de plus en plus clair que les quatre challengers de Faure GNASSINGBE, n'ont pas totalement réussi à huiler la machine qu'il entendaient mettre en branle pour marquer leur participation à ce scrutin et peut-être remporter l'élection. Le problème de quadrillage effectif du territoire national lors de campagne

électorale, le recrutement, l'envoi et la prise en charge de représentants dans les bureaux de vote, figurent parmi les plus gros soucis des candidats à deux semaines de l'élection. Malgré les incessants appels à la mobilisation des fonds pour le recrutement et la prise en charge de ces délégués dans les bureaux de vote, cet impératif, jugé indispensable pour garantir une éventuelle victoire de l'opposition, n'a pas connu de solution.

Un nouveau souffle de 72 Millions supplémentaires pour chaque candidat de l'opposition

Outre les dix jours qui devraient permettre prioritairement aux candidats de l'opposition de gagner du temps pour améliorer les actes préparatoires de cette élection, le Gouvernement vient d'annoncer qu'il offre 72 millions à chaque candidat pour lui permettre d'assurer le recrutement et la prise en charge de ses délégués dans les 9000 bureaux de vote que compte le pays. Cette nouvelle manne est une véritable bouée de sauvetage que le gouvernement vient apporter aux candidats de l'opposition. Absentes ou sous représentées dans certaines localité du pays, les formations de l'opposition qui ont engagé des candidatures à cette présidentielle, pourront ainsi recruter et envoyer dans les bureaux de vote leurs « vrais délégués ». Par le passé, surtout dans la partie septentrionale du Togo, l'opposition empruntait ses délégués dans les bureaux de vote auprès du parti au pouvoir. Ce qui ne permettait pas de garantir le vote des candidats d'une opposition qui, pendant longtemps, ne sait pas gêné pour s'implanter véritablement sur toute l'étendue du territoire national. Malgré les tournées effectuées, ces derniers temps, par plusieurs candidats de l'opposition à l'intérieur du pays, le problème n'est que partiellement réglé. Conscients que la résolution de cette question est très déterminante dans les résultats qu'ils espèrent dans les parties où, ils sont sous représentés, sinon totalement absents, des candidats comme Jean Pierre Fabre de CAP 2015 et Gerry Taama du NET ont lancé des appels pour mobiliser entre 100 et 135 millions pour « sécuriser » le vote de leurs militants et sympathisants dans les zones concernées.

Par ce nouveau soutien financier, le gouvernement vient prouver une fois encore son engagement à offrir les mêmes chances à tous les candidats engagés dans ce processus électoral. Ajouté à cela la sollicitation faite en direction des experts de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour la consolidation du fichier électoral en collaboration avec les experts désignés par tous les candidats, l'on peut conclure que le Togo s'achemine vers un processus électoral parfait. Le gouvernement confirme son engagement pour une égalité de chance entre les candidats et une transparence du scrutin.

Germain POULI

Une Journée de grève et une autre de marche cette semaine LE GOUVERNEMENT INVITE LA STT A CESSER LES ACTIONS VIOLENTES POUR REJOINDRE LE DIALOGUE

La STT vient de lancer un jour de grève et un autre de marche pour cette semaine prochaine. Ce nouvel appel à manifester fait suite à cinq jours de grève lancée la semaine dernière. Le mouvement qui devait prendre de l'ampleur, baisse plutôt d'intensité, preuve que le radicalisme aveugle n'a plus totalement le vent en poupe. De plus en plus de voix au sein de l'opinion se lèvent pour demander aux représentants de la STT de reprendre leur place au sein du cadre de discussion avec le gouvernement. Le même son de cloche a émané, une fois encore, en fin de semaine dernière de la part du gouvernement à travers le ministre Octave Nicoué Broomh, en charge de l'enseignement supérieur. « Nous réitérons encore une fois, la demande à la Synergie des Travailleurs du Togo, de reprendre sa place à la

table de discussions, plutôt que d'organiser des actions de violences sur le terrain », a déclaré le ministre lors de la cérémonie de remise du rapport d'étape au gouvernement. Conçu par le comité interministériel de suivi des accords entre le gouvernement et les centrales syndicales, ce rapport sera examiné par le gouvernement qui en fera des observations avant de retourner au comité de suivi. A l'occasion, le ministre Nicoué Broomh a promis que le « le gouvernement continuera de respecter rigoureusement tous ses engagements ».

La STT a quitté les discussions avec les autres centrales et réclame depuis des semaines des discussions exclusives avec le gouvernement, une exigence que de nombreux togolais ne comprennent plus. Après cinq jours de

grève la semaine dernière, la STT se contente de deux jours de manifestations cette semaine. La tension baisse et les observateurs avisés estiment que la STT à force de tirer sur la corde est au bout de ses forces. Les grèves ont perdu de leurs effets et de plus en plus de fonctionnaires ne suivent plus le mouvement. La semaine dernière les écoles privées et plusieurs écoles publiques n'avaient pas suivi le mot d'ordre de grève et ont travaillé normalement. Ces derniers événements ont démontré que l'exclusion et le radicalisme ont des limites. La STT gagnerait à rejoindre la table de discussion avec les autres centrales syndicales et le gouvernement.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aissata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tel. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

LE CHEF DE L'ETAT ETAIT EN FIN DE SEMAINE DERNIERE AU PRES DES POPULATIONS A LA BASE

Electrification, appui aux jeunes artisans, suivi de projet ...



Faure GNASSINGBE et Yayi BONI à la cérémonie d'inauguration du poste de transformation électrique

Le Président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE a passé la fin de semaine dernière au contact des populations à la base. De Sokodé à la plaine du Mò en passant par Sotouboua, le rythme n'a pas été de tout repos pour le locataire du palais présidentiel qui, pour l'occasion, a délocalisé ses bureaux au près des Togolais lambda. Il a, à cette occasion, mené plusieurs actions en faveur des populations à la base dans la région centrale. Au rang de ces activités, on peut citer l'inauguration de la centrale électrique de Kidéoudé à sokodé, la remise de kits d'outillage à 1290 jeunes artisans et le suivi du projet de développement rural intégré.

Inauguration du poste de transformation de Sokodé
Le Chef de l'Etat Togolais Faure Gnassingbé et son homologue

béninois Yayi Boni ont inauguré jeudi, 26 mars dernier, un nouveau poste de transformation de l'énergie électrique à Sokodé. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités dont le premier ministre AHOOMEY-ZUNU et les membres de son gouvernement, l'ambassadeur de Chine au Togo, Liu Yuxi et plusieurs membres du gouvernement béninois. La réalisation de ce poste de transformation s'inscrit dans le cadre du programme d'extension et de sécurisation du réseau de transport électrique de la Communauté Electrique du Bénin (CEB).

Financé à hauteur de 12 milliards de FCFA par un prêt concessionnel d'Exim Bank of China, ce poste a été réalisé en 19 mois par une entreprise chinoise. Il s'étend sur



Le président Faure remettant une attestation à un jeune artisan

près de 5 hectares. Il va assurer une meilleure couverture électrique des régions septentrionales du Togo et du Bénin. Au Togo, il va précisément améliorer la fourniture du courant dans les régions centrale et Kara. « La mise en service de ce poste de transformation revêt pour les deux pays une importance économique et stratégique et fait partie d'un vaste programme commun d'extension et de sécurisation du réseau électrique en vue de mettre résolument nos Etats à l'abri des délestages et de leurs conséquences néfastes. L'interconnexion électrique du Nord-Togo et du Nord-Bénin est aujourd'hui une réalité », a souligné Djibril Salifou, le Directeur Général de la CEB. Le poste de Sokodé vient s'ajouter à trois autres postes existants. Il s'agit du poste de Saketé (2007), Kara (2009) et Parakou (2010).

Remise de kits d'outillage à 1290 jeunes artisans

Dans le cadre du Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans (PAIPJA), le Président Faure a remis des kits d'outillage le samedi 28 mars à 1290 jeunes artisans à Sotouboua. Selon Mme le ministre en charge de l'artisanat, ce dispositif doit faciliter l'insertion des jeunes diplômés sans emploi des centres d'apprentissage et de formation professionnelle sur le marché du travail à travers le développement de l'esprit entrepreneurial et le renforcement des capacités de production. Au total, 5000 jeunes ont bénéficié de ce projet budgétisé à 2 milliards de FCFA depuis 2011.

Suivi du Projet de Développement Rural Intégré (PDRI-MO)
4 ans après le lancement du projet PDRI de la plaine de Mò, le Président

Faure GNASSINGBE a effectué une visite de terrain pour voir l'évolution des travaux. C'est un projet de l'Etat togolais soutenu par la BOAD et la BID. Il compte améliorer les conditions d'accès aux services sociaux de base, booster les revenus des agriculteurs et permettre un renforcement des organisations paysannes villageoises. Le volet alphabétisation, sécurité foncière, accès à l'eau potable, électrification, santé, éducation, n'est évidemment pas oublié.

A Tindjassé, le Président Faure a lancé les travaux de forage dans cette ville. Ce projet d'une valeur de 14 milliards de FCFA, a permis de réhabiliter plusieurs routes et des pistes. Des ponts ont été édifiés, des bâtiments scolaires ainsi que des logements sociaux et des hangars pour le stockage de la production agricole ont été réalisés.

Il faut ajouter que le chef de l'Etat a également posé la première pierre de la maison de la femme à Sotouboua. Cette maison constitue une structure multiservices qui favorisera l'alphabétisation, l'entrepreneuriat, la lutte contre les violences conjugales et le développement à la base. Elle permettra aussi de renforcer l'autonomisation de la femme.

Tout au long de la semaine dernière donc, le président a aménagé son programme pour être plus proche des populations à la base tout en posant des actions qui leurs sont bénéfiques.

Londou KAWANA & Paul KATASSOLI

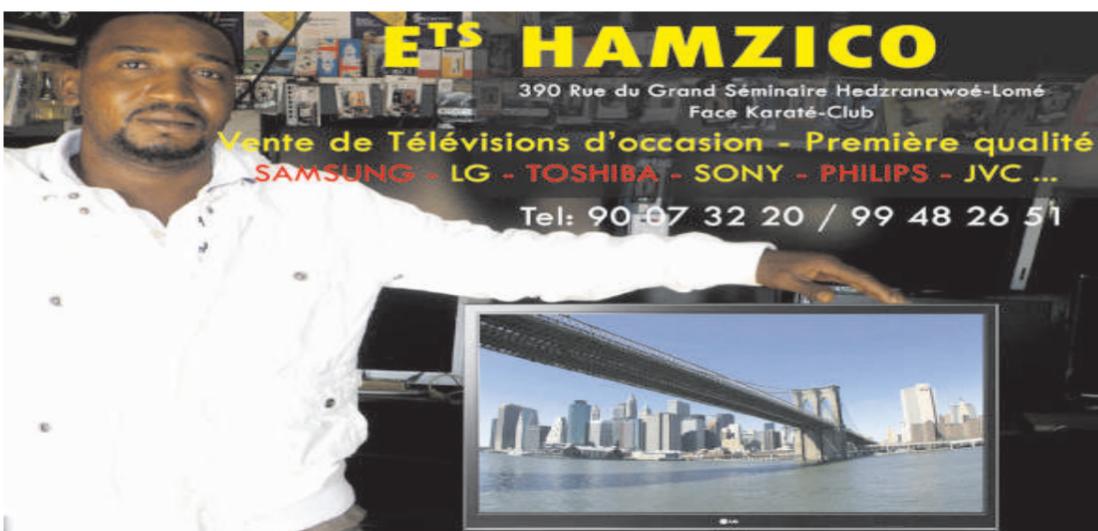
Réhabilitation des infrastructures routières au Togo LE JAPON FINANCE LA CONSTRUCTION DE DEUX PONTS

Le Togo continue de bénéficier de la coopération qui le lie au Japon. La semaine dernière, le gouvernement japonais par l'intermédiaire de l'Agence Internationale de la Coopération du Japon (JICA) a accordé au Togo une aide financière d'une valeur de 13,16 milliards. Cette somme va servir à la construction de deux ponts dans le nord du pays. Le premier sera fait à Kara pendant que le deuxième pont se fera à Koumongou. C'est le Ministre de l'Economie et des Finances Adj. Otèth AYASSOR et le responsable de la JICA M. Eiro Yonezaki qui ont procédé à la

signature des documents. Selon le Ministre AYASSOR, ce financement non remboursable concerne essentiellement la construction de deux grands ponts, le premier sur la rivière Kara dont la portée est de 120 mètres et le second sur la rivière Koumongou dont la portée est de 160 mètres. « A travers cette aide financière, le gouvernement japonais manifeste une fois encore sa détermination à appuyer les efforts du gouvernement en vue de la relance de l'économie et de la lutte contre la pauvreté », a-t-il déclaré.

Pour le responsable de la JICA, l'une des priorités de la politique générale japonaise, est la réhabilitation du corridor logistique du Togo qui commence au Port Autonome de Lomé (PAL) et traverse le Togo du sud au nord. Il canalise alors les activités de production et de consommation et lie le pays à ses voisins de l'hinterland. « Ce corridor est indispensable pour le développement du Togo et permet également de contribuer à l'intégration sous régionale », a-t-il souligné.

L. K.



Préparatifs de la campagne à la présidentielle LA CENI RECEPTIONNE 500 000 EXEMPLAIRES DU SPECIMEN DU BULLETIN DE VOTE

Dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle qui va désormais se tenir le 25 avril prochain, le président de la CENI a présidé la semaine dernière, le 24 mars 2015, la cérémonie officielle de réception de 500 000 exemplaires du spécimen du bulletin de vote. La cérémonie s'est déroulée en présence des autres membres de cette institution.

A en croire le président de la CENI Taffa Tabiou, le spécimen est conçu de la même manière que le bulletin de vote qui sera utilisé le jour du scrutin. Il comporte essentiellement les noms et prénoms des candidats, leur photo, les logos des parties politiques et une case dans laquelle l'électeur va exprimer son choix. « La réception du spécimen du bulletin de vote marque une étape importante dans la mise en œuvre du chronogramme de la CENI et le processus électoral en général. », a-t-il indiqué. Les 500 000 exemplaires sont destinés aux candidats qui les utiliseront comme support visuel et pédagogique au cours des réunions de la campagne avec l'électorat. Selon les dispositions de l'article 68 du code électoral, la campagne électorale va s'ouvrir 15 jours francs avant la date du scrutin et s'achève 24 heures avant le jour du scrutin.

Pour l'heure le président de la CENI informe les électeurs qu'ils peuvent exprimer leur choix le jour du vote en apposant leur empreinte digitale, dans la case réservée à cette fin, ou sur le nom, ou sur le logo ou encore sur la photo de leur candidat

P. Z.

Repositionnement du Togo dans le commerce international LA PHASE EXPORT MARITIME DU GUICHET UNIQUE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR LANCEE



La table d'honneur



Vue partielle des acteurs du secteur portuaire



M. Olivier LEDERER, DG de SEGUCE Togo

La 4ème phase, celle concernant l'Export Maritime du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE) au Togo a été officiellement lancée le 27 mars 2014. C'était lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à l'Hôtel Eda Oba de Lomé en présence du représentant du Ministre du Commerce et de la promotion du Secteur Privé, M. BABANAM Boroma, du Directeur Général de la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE-Togo), M. Olivier LEDERER et de tous les acteurs

impliqués.

La montée en charge de la phase export maritime vient clore un processus qui marque la fin de la phase maritime de l'exploitation du Guichet Unique pour le commerce extérieur. « L'objectif c'est de finaliser la phase maritime avec le démarrage des exports à travers le Guichet Unique. Ainsi, on aura terminé toute la phase maritime », a précisé M. Olivier LEDERER, Directeur Général de SEGUCE Togo. « Nous sommes en train de finaliser toute la phase import, la phase

maritime, du trafic maritime au Togo avec les conteneurs, les dépotages de BL, les dépotages de conteneurs dans la zone portuaire. Nous généralisons aussi tous les transferts dans les entrepôts MAD, nous démarrons aussi les transferts des véhicules vers les parcs automobiles, les Vrac et conventionnels », a-t-il précisé.

A entendre M. BABANAM Baroma, représentant du ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, le gouvernement attache une importance capitale à la réalisation de cette plateforme dématérialisée et s'attelle à faire du GUCE le ferrement de la politique de développement du Togo. Conscient que l'amélioration du commerce transfrontalier renforce la place du Togo dans le commerce international et constitue un critère important dans le classement Doing Business, M. BABANAM a invité les « opérateurs économiques à un travail soutenu pour une relance complète de l'économie togolaise ». « La mise en œuvre de la phase export maritime marquant la généralisation du trafic maritime nous permettra sans nul doute d'enregistrer un excellent résultat sur ce critère », a-t-il déclaré.

La mise en place du GUCE répond

aux ambitions du Togo sur le plan régional. « Grâce au GUCE, les délais de sortie des conteneurs se sont considérablement améliorés. Les prémices de ce succès au Port Autonome de Lomé sont pour nous un réel motif d'encouragement. Elles préfigurent en effet d'autres succès à venir dans le secteur portuaire pour un positionnement stratégique de notre pays en tant que grand hub logistique sous régional. Ces investissements majeurs devraient à terme permettre à notre pays de valoriser tout son potentiel en jouant pleinement le rôle de grand carrefour économique et financier sous régional mais aussi de fenêtre maritime pour les pays enclavés du sahel », a réitéré le représentant du Ministre du Commerce.

Le GUCE a été mis en place pour assurer, automatiser et optimiser les procédures de la communauté du commerce extérieur avec à la clé des bénéfices tels que la simplification des procédures et formalités, la réduction des coûts et des délais de réalisation des opérations commerciales et logistiques, l'accélération des compactages des marchandises grâce à l'automatisation des procédures. Son installation est le fruit de la convention signée avec le

gouvernement et le consortium Bureau Veritas Bivac le 12 octobre 2013 dont l'objectif est d'accompagner les réformes par l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité des procédures de dédouanement au Togo.

Le trafic export maritime, dernière étape la phase maritime du GUCE. La montée en charge de l'export maritime qui consiste à traiter l'ensemble des conteneurs, des véhicules et toute marchandise qui sera exportée depuis le Port Autonome de Lomé vient marquer la fin de la phase maritime du GUCE. Avant la cérémonie solennelle de lancement de la montée en charge, la SEGUCE a, au préalable, organisé une cérémonie d'information suivie de la formation de tous les acteurs impliqués et procédé à la mise en place des procédures.

L'ensemble des procédures se regroupent en 5 principales à savoir la procédure de déclaration en douanes, la procédure des paiements des BFU, la réception des marchandises par les manutentionnaires, la préparation du chargement des marchandises par les consignataires et le chargement de ces marchandises sur les navires.

Depuis son lancement le 30 juin 2014, le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo a réalisé avec succès différentes étapes à savoir l'Import conteneur complet, Tout trafic conteneur import et l'Import conventionnel VRAC/Hydrocarbures. Aujourd'hui, avec la montée en charge de la phase export maritime, il est entré dans la dernière étape de la phase maritime avant d'entamer le trafic des frontières qui se finalisera avant la fin du 1er semestre et ensuite la phase aéroportuaire prévue pour démarrer avant la fin de l'année.

Paul KATASSOLI

L'OTR publie les chiffres-bilan de l'exercice 2014 457,9 MILLIARDS DE F. CFA DE RECETTES MOBILISEES, SOIT 110% DES PREVISIONS

A l'issue du séminaire d'orientation organisé à son siège le vendredi 23 mars 2014 regroupant les Directeurs et Chefs de Divisions, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a rendu public les chiffres de son bilan de l'exercice 2014 et présenté ses orientations stratégiques pour l'année 2015.

A la rencontre qui s'est déroulée sous la présidence du Commissaire Général de l'Office, Monsieur Henry Kanyesiime GAPERI, Monsieur PELEI Sossadema, Directeur des Etudes et de la Planification Stratégique a indiqué que les recettes totales mobilisées par l'OTR, en 2014, pour le budget de l'Etat s'élèvent à 457,9 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à 110% des prévisions. Il a aussi démontré qu'avec l'OTR, les recettes douanières et fiscales ont augmenté, en 2014, de 54,3 milliards de francs en comparaison avec la réalisation de l'année 2013. En termes de recettes liquides – celles qui permettent au Trésor de faire face aux dépenses de l'Etat, l'OTR a recouvré 379,0 milliards de francs CFA, soit une hausse de 26% par rapport à 2013. Continuant le bilan de l'année 2014, le Directeur des Etudes et de la Planification Stratégique a également indiqué que, c'est au cours de cette période que l'Office a recruté ses Directeurs, Chefs de Divisions, Agents Techniques, et redéployé les fonctionnaires des anciennes régies des douanes et des impôts au sein de la nouvelle structure.

Le Commissaire des Impôts et son collègue des Douanes



Henry GAPERI, Commissaire Général de l'OTR

et Droits Indirects Messieurs ADOYI Esso-Wavana et ADEDZE Kodjo se sont, à leur tour, succédés au podium pour présenter les objectifs de recettes des deux commissariats pour cette année. Pour 2015, l'Office doit mobiliser 480,4 milliards de francs CFA pour le budget général de l'Etat selon la loi de Finances, Gestion 2015. Rendez-vous est pris pour juillet 2015 pour une évaluation à mi-parcours des objectifs de l'année.

La Rédaction

Le bilan du GUCE en chiffres

Depuis le 30 juin 2014 :

722 navires sont aux côtes togolaises

701 manifestes intégrés dans le Guichet Unique et transmis vers SYDONIA

136 transitaires utilisent le système.

Depuis le 15 septembre 2014 :

34778 conteneurs traités à travers le système

651 dégroupage de BM réalisés dans le Guichet Unique

30 transferts et dépotage de conteneurs en MAD

69 véhicules traités

20741 DFU (Document de Frais Unique) payés en banque par les transitaires.

Réduction du temps de passage

Les débuts de la mise en application du GUCE ont été marqués par quelques perturbations dues au règlement 14 de l'UEMOA et à la charge à l'essai, ainsi que des mouvements observés au TP3. Depuis les semaines 7 et 8, on observe une amélioration du temps de passage :

10% des conteneurs arrivent à sortir en moins de 2 jours grâce aux procédures du Guichet Unique

50% des marchandises sortent en moins de 9 jours.



Mobilisation de la Jeunesse pour le développement du Togo « LES RENCONTRES SOLIDAIRES » CONNAISSENT UN PREMIER SUCCES AU GRAND REX



Au premier plan, les membres du panel

Considérée comme le moteur du développement du pays, la jeunesse togolaise est de plus en plus prise au sérieux par différents acteurs. Suite à l'absence des jeunes à la première édition du « Africa Best Practices Forum » et au peu de sujets relatifs à la jeunesse abordé au cours de ces rencontres le 26 et 27 février 2015 à Lomé, le consultant en communication Lovejoyce A. AMAVI a alors senti le besoin de créer un cadre de discussions pour les jeunes. Il s'agit de « les rencontres solidaires pour le développement du Togo ». Ce projet est un pont d'échanges entre les acteurs et les bénéficiaires des politiques publiques visant l'épanouissement de la jeunesse. Le

26 mars dernier, la première de ces rencontres solidaires s'est tenue au grand Rex à Lomé. Axée sur le thème « la participation de la jeunesse au processus du développement du Togo », cette rencontre a permis aux jeunes d'échanger avec plusieurs personnalités dont les professeurs des universités, le ministre Kako NUBUKPO en charge de la prospective, le Secrétaire Général de la Présidence M. Tété Bénissan, représentant de la ministre en charge de la jeunesse.

Selon le coordonnateur du projet, Lovejoyce AMAVI, « Les rencontres solidaires » comptent mettre le Togo et la jeunesse togolaise au centre des priorités afin d'orienter les

jeunes pour leur permettre de se mettre au service de la nation. L'autre objectif est de faire converger les énergies positives et favoriser une prise en compte solidaire, des défis communs de développement du Togo. « Il nous faut être plus motivés, il nous faut rester mobilisés et "au taquet", afin d'orienter la jeunesse togolaise à prendre son avenir en compte et à utiliser les outils et les mécanismes disponibles pour prendre une part active à la construction de l'émergence nationale », a-t-il conseillé. Pour le représentant de la ministre en charge de la jeunesse, le gouvernement mobilisera toutes les ressources dans la mesure du possible pour accompagner l'épanouissement et la réussite de la jeunesse. « A chaque fois qu'un togolais brille par son talent ou sa prouesse, c'est la nation togolaise qui brille », a-t-il indiqué.

Au cours de la rencontre du grand Rex, les participants ont suivi 4 panels notamment la participation de la jeunesse au processus du développement du Togo, Education-Formation-Emplois, Entrepreneurat-Financements Ressources et Système des travaux et conclusions. Selon le coordonnateur de ce projet, après le succès enregistré par ces premières rencontres, plusieurs autres rencontres seront aussi initiées à Lomé et à l'intérieur du Pays.

Londou KAWANA

Pour lutter efficacement contre la corruption L'ANCE RENFORCE LES CAPACITES DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE



Photo de famille des participants

Suite à l'examen du Togo conformément à l'article 63 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), les experts ont souligné quelques manquements dont la non-conformité entre les textes applicables et la convention et un aboutissement partiel du processus d'adoption de la loi spécifique sur la corruption. Ils ont aussi relevé l'absence de dynamisme de la société civile togolaise en matière de lutte contre ce phénomène.

Pour amener les Organisations de la Société Civile togolaise à jouer pleinement leur rôle d'avant-garde dans la lutte contre ce fléau, l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE) a organisée avec le soutien de ses partenaires, un atelier de renforcement de leurs capacités sur la CNUCC. Plusieurs représentants des Organisations Non Gouvernementales et des associations œuvrant dans le domaine du développement, des syndicats professionnels de travailleurs et des médias publics et privés ont pris part à cette rencontre dont les travaux ont été ouverts par le Directeur en charge de la lutte contre la corruption à l'OTR.

Au cours de cet atelier, des experts du Togo et de Transparency International ont outillé les participants de compétences techniques nécessaires sur les dispositions de la CNUCC afin de leur permettre de contribuer efficacement à la mise en œuvre des recommandations de l'examen du Togo. Ils ont aussi parcouru les dispositions de ladite convention et discuté de la mise sur pied d'une plate-forme nationale de lutte contre la corruption.

Signée par 140 pays et ratifiée par 174 Etats parties, la CNUCC est entrée en vigueur le 14 décembre 2005. C'est le seul instrument juridique contraignant de portée universelle de lutte contre la corruption. Son champ étendu et le caractère impératif du nombre de ses dispositions font d'elle un instrument exhaustif pour faire face au problème de la corruption.

Londou KAWANA

Pour tout renseignement, information ou conseil

contacter le centre d'appel au N° VERT



8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Promouvoir et développer le leadership féminin LES FEMMES-CADRES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE SE FORMENT



Vue partielle des participantes à l'atelier

Issues des secteurs de l'administration publique et du secteur privé membres de la plateforme d'échanges, gestionnaires des ressources humaines, des femmes venues d'horizons divers se sont réunis en atelier de formation les 24 et 25 mars dernier à Lomé. Placés sous le thème « Avancée professionnelle des femmes de l'administration publique », les travaux dudit atelier ont été ouverts par Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, ministre en charge de la promotion de la femme et M. Gourdigou KOLANI de la fonction publique, en présence d'autres membres du gouvernement et des représentants des partenaires techniques et financiers.

Au programme de cet atelier de 2 jours, des communications sur "Le déroulement de la carrière

dans la fonction publique", "Les critères de nomination dans la fonction publique", "Les défis auxquels les femmes sont confrontées dans la fonction publique" et "Les attentes de l'administration publique d'un manager homme ou femme". Le tout à travers des témoignages de parcours professionnels de femmes.

L'objectif, c'est d'optimiser l'utilisation du potentiel féminin pour rendre l'administration togolaise plus efficace. « Nous pensons que c'est important qu'on puisse capitaliser sur toutes les connaissances et les compétences des femmes dans l'administration pour améliorer la qualité du service public en direction de nos populations », a déclaré Mme EKOUE. « Aujourd'hui nous avons des femmes très

compétentes qui ont la capacité d'occuper des postes de responsabilité. Nous avons voulu voir dans les procédures de la fonction publique qu'est-ce qu'il faut faire pour encourager cette montée des femmes vers des postes de responsabilité pour une influence positive sur le service public », a-t-elle réitéré.

Pour M. Gourdigou KOLANI, ministre de la fonction publique, « Cet atelier offre l'opportunité aux femmes cadres et aux gestionnaires des ressources humaines de prendre connaissance des nouvelles dispositions et des avantages contenues dans le nouveau statut général de la fonction publique ». Il se réjouit de la tenue de cet atelier qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique administrative du Togo qui ambitionne une croissance accélérée et inclusive avec une utilisation sans distinction de ses ressources.

Le présent atelier qui entre dans le cadre des manifestations de la journée internationale de la femme édition 2015 émane des recommandations du forum national sur le leadership professionnel des femmes togolaises tenu en décembre 2014.

Paul KATASSOLI

Un centre d'alphabétisation et d'éducation continue ouvert au Grand Marché de Cacavéli 200 FEMMES REVENDEUSES ENROLEES POUR LA PREMIERE EXPERIENCE



Madame EKOUE dévoilant l'enseigne

Créé pour renforcer les capacités des femmes revendeuses du marché « Dékawowosimé », le Centre d'Alphabétisation et d'éducation continue du Grand Marché de Cacavéli a ouvert ses portes le 24 mars dernier. C'est Madame Dédé Ahoéfa EKOUE, Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation qui a dévoilé la panneau en présence des représentants des partenaires techniques et financiers, des membres du gouvernement, de la 2ème Vice-présidente de l'Assemblée nationale, des autorités administratives et religieuses et de nombreuses femmes du marché « Dékawowosimé » de Cacavéli, bénéficiaires du centre.

Ce centre vise à permettre aux femmes d'acquérir un minimum de connaissances instrumentales en écriture, calcul et lecture intégrées à leurs activités génératrices de revenus. Dans son fonctionnement, il compte enrôler, pour une première expérience, 200 femmes et jeunes filles revendeuses au marché de Cacavéli et renforcer leurs capacités à l'issue

d'un programme d'apprentissage en lien avec leurs activités. Entre autres projet à mettre en œuvre, il est prévu la mise en place d'une bibliothèque communautaire et d'une médiathèque pour le développement d'un environnement lettré adapté pour le transfert de compétences. Le centre pourra ainsi assurer progressivement l'alphabétisation fonctionnelle des femmes du marché « Dékawowosimé » de Cacavéli et permettre le développement de leurs activités, la connaissance de leurs droits en vue de leur autonomisation et de leur épanouissement.

Pour Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, ce centre vient répondre à l'envie et la motivation des femmes commerçantes à lutter contre leur analphabétisme pour mieux participer activement à la croissance économique du Togo. « Il est important que nous continuons tous à renforcer l'alphabétisation des femmes parce que c'est un levier essentiel pour leur permettre de faire de ces femmes des acteurs pleines et efficaces du développement de notre pays », a-t-elle souligné.

La création de ce centre est la réponse du gouvernement à une demande des femmes du marché Dékawowosimé formulée le 8 mars 2014 lors de la célébration de la journée internationale de femme, jour de l'inauguration du marché. Il s'inscrit dans la droite ligne de la politique du gouvernement togolais pour qui la promotion de l'égalité du genre passe par l'alphabétisation des femmes et des filles.

Les femmes du marchés « Dékawowosimé », heureuses de réceptionner ce joyeux, ont témoigné leur satisfaction et leur reconnaissance à travers des sketches avec un brin d'humour et une bonne dose de conscientisation.

Paul K.

VOTRE NOUVELLE SÉRIE TÉLÉ
LE TRIANGLE DE
L'AMOUR

Infoline: 91 90 50 41



DÉSORMAIS SUR LCF TOUS
LES SAMEDI ET DIMANCHE
À 21H00

Promotion de la démocratie et du développement L'AJECTOD SENSIBILISE LES CITOYENS POUR UNE ELECTION PRESIDENTIELLE APAISEE



M. Tokomani, Président de l'AJECTOD

Pour faire le point sur ses activités en vue de promouvoir les valeurs citoyennes et démocratiques, de réinstaurer au sein du peuple togolais l'esprit de confiance et d'assurance pour une élection présidentielle apaisée, l'Action des Jeunes Citoyens Togo pour la Démocratie et le Développement (AJECTOD) a organisé une conférence de presse le 26 mars à l'Hôtel Excellence à Lomé.

Placée sous le thème « Apports et contributions de l'Action des Jeunes Citoyens Togo pour le Développement et le Développement à l'élection présidentielle de 2015 au Togo et perspectives avenir de l'association », cette conférence de presse a permis aux responsables de l'AJECTOD de se prononcer sur la

situation politique au Togo et d'informer l'ensemble des Togolais des différentes actions menées sur le terrain pour l'enracinement des valeurs de la cohésion nationale.

A quelques jours de l'élection présidentielle du 25 mars et à l'heure où une certaine classe politique et des organisations de la société civiles regroupées au sein du "Front Tchoboé" affirment leur velléité de perturbation du processus électoral et où le débat s'anime sur l'audit du fichier électoral, l'AJECTOD appelle tout le monde à la retenue. « Nous appelons tous les acteurs impliqués ou non dans le processus électoral de la présidentielle de 2015 à la culture de l'apaisement, une des conditions prioritaire du développement et de l'émergence économique de notre pays... Notre position est de préserver la paix pour que le vainqueur de cette élection puisse sortir notre pays le Togo de sa situation économique fragile et de la pauvreté », peut-on lire dans la déclaration présentée par le Secrétaire Général de l'AJECTOD, KALGORA Emmanuel.

Pour la présidentielle, cette jeune association compte apporter sa pierre en participant à l'observation du processus. A l'avenir, l'AJECTOD compte s'investir dans les questions de développement à travers la participation à des opérations de salubrité publique, la lutte contre la violence, les actes de vandalisme et d'anarchie, la promotion de l'état de droit, la culture d'un climat de cohésion et de tolérance entre les citoyens togolais. Déjà du 14 au 15 mars 2015, dans le cadre de la première édition du projet "Togolais ! Bâtissons la cité", l'AJECTOD a mis l'accent sur des programmes de culture à l'apaisement social et à la salubrité publique au Togo. Vieille de plus d'un an, l'AJECTOD est dirigée par Tioré Bruno TOKOMANI.

Pablo ZOUBE

Sante Sexuelle et de la Reproduction LES JOURNALISTES REFLECHISSENT SUR LA THEMATIQUE

Amener les hommes de media togolais à faire des recherches et des publications dans le domaine de la santé de la reproduction et droit sexuel, c'est la raison qui a motivé l'agence World Publi-com avec l'appui de la Fédération Internationale Pour la Planification Familiale (IPPF) et l'Association Togolais pour le Bien-être Familial (ATBF), à organiser le vendredi 27 mars dernier, une journée de réflexion sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Une vingtaine de journalistes issus de différents organes de presse ont pris part à cette rencontre pendant laquelle ils ont eu à échanger et s'informer sur les grands enjeux de la promotion des droits sexuels et reproductifs. Plusieurs communications ont meublé cette journée dont celle sur l'utilisation des réseaux sociaux dans la promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive. Cette activité a conduit à l'élaboration des stratégies pour une meilleure contribution des journalistes aux DSSR.

La thématique prend en compte plusieurs domaines importants de la vie des individus et des couples, dont l'accès à une éducation sexuelle

complète, en vue de jouir d'une vie sexuelle épanouie et aux méthodes contraceptives pour le bien-être des familles. Pour Kenanou ISSIFOU, Directeur Général de l'agence Word Publi-com, le rôle des medias dans la promotion des SSR se révèle de taille. Il faudra y mettre un accent particulier afin d'amener certains à la spécialisation.

La Santé Sexuelle et de la Reproduction (SSR) est un sujet pendant longtemps relégué au second plan dans différentes stratégies de développement de la santé en général au Togo. Nombreux sont aussi des plans d'action qui accordent peu d'intérêt à cette thématique ; aussi note-t-on une quasi absence de budget alloué à la promotion de la SSR. Malgré certains efforts faits ces cinq dernières années, grâce aux programmes innovants, beaucoup de défis restent encore à relever, selon les mots de Dr Kokoé GABA-AMOUZOU, Présidente Nationale de l'ATBF. Par ses mots, elle a renouvelé l'engagement de son institution à soutenir des projets allant dans le sens de la promotion des DSSR au Togo.

Clément PLAKOO (Stagiaire)

Prévention des conflits en période électorale LE CACIT FORME LES VOLONTAIRES DE LA PAIX

Après la formation, il ya quelques semaines des coordinateurs régionaux, le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), en collaboration avec la Plate-forme Citoyenne Justice et Vérité (PCJV), a procédé le jeudi 26 mars dernier, à la formation d'une première vague des volontaires de la paix. Ils sont environ une cinquantaine de volontaires, détectés sur toute l'étendue du territoire national, à être formés pour identifier et signaler les germes de violence et violation des droits de l'homme sur le terrain. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en place du Mécanisme d'Alerte Précoce (MAP), ceci pour la prévention et la gestion des actes de violence et de violation des droits de l'homme avant, pendant et après les élections présidentielles d'avril prochain.

En mettant en place ce mécanisme, il s'agit pour le CACIT d'œuvrer pour consolider les acquis d'apaisement et de non violence dans les zones à risques au Togo et d'exercer une surveillance des facteurs de risques. Pour son président, Spero MAHOULE, c'est le moment de contribuer aux efforts en faveur d'un scrutin apaisé et transparent. « La société civile a un rôle à jouer en termes de mobilisation de l'implication citoyenne. ... Elle doit donc constamment montrer sa légitimité à travers ses actions, qui doivent être irréprochablement professionnelles, efficaces et doivent viser l'intérêt général»,



La table officielle

déclare-t-il en appelant ainsi les autres acteurs de la société civile à l'impartialité lors de ce rendez-vous électoral.

L'Union Européenne, partenaire financier de ce programme, se veut aussi de son côté, « ni juge ni partie », mais un accompagnateur des volontés en faveur de l'avenir. « Nous continuerons à accompagner le Togo pour ces élections, mais aussi pour l'après-élection, lorsqu'il s'agira de concrètement répondre aux attentes d'une population exigeante et en quête d'un avenir meilleur », a déclaré Stéphane MERT, chef session Gouvernance et Economie de la délégation de l'UE au Togo, lors de la cérémonie

d'ouverture.

Le représentant du ministre des droits de l'homme n'a pas manqué de relever toute l'importance qu'accorde le ministère à ce programme et de réitérer l'engagement du département à

Humour DAVID GANDA SEDUIT AVEC SON « ON MAN CHAUVE »

« Moi je peigne toujours mes cheveux avec le même soin, le même amour afin qu'ils sachent qu'ils habitent tous la même tête ». C'est en ces termes que David GANDA a ébahie le public de Lomé dans son « On Man Chauve » du vendredi 6 mars dernier au Brin de Chocolat dans un « Brin d'Humour » après une semaine bien mérité. Depuis le début de cette année le spectacle solo de David GANDA est devenu une tradition au Centre Culturel Brin de Chocolat de Lomé. Chaque 1er vendredi du mois le public de Kodjoviakopé est convié à une soirée de fou rire.

Lomé, Cotonou, Douala, Bobo-Dioulasso, Lyon, Nice, Bruxelles, Liège, Mons Berlin, toutes ces grandes villes d'Afrique et d'Europe ont eu le mérite d'accueillir David GANDA, prose à la main, verbe à la bouche, calvitie sur la tête. Aujourd'hui l'artiste se lance dans la promotion au plan national de son nouveau concept « On Man Chauve ». En attendant de prendre les airs vers de nouveaux ciex l'artiste vous donne rendez-vous, une fois encore, ce vendredi 03 avril au Centre Culturel Brin de Chocolat de Lomé



pour un tout nouveau « Brin d'Humour » au format spécial impo. A ses côtés Olivier Dubois, Blaise Foly, et Askmarou. Vous ne savez pas ce que vous allez voir et pour cause ils ne savent pas ce qu'ils vont jouer.

Warhyss dT (Stagiaire)



LA BASE 57

- Hôtel
- Bar
- Restaurant



**UN COIN
TRANQUILLE
SUR TERRE**

Réservation :
90 04 66 10
93 63 72 73

**Non loin de la Nationale à mi-chemin entre
 LOME et KPALIME
 Chambres Climatisées - Salle de Conférence**